

## Selon une enquête du principal syndicat des personnels de direction des collèges et lycées, 42% des personnels de direction constatent la présence...

Article rédigé par *Fdesouche*, le 10 mars 2023

Source [Fdesouche] : Selon une enquête du principal syndicat des personnels de direction des collèges et lycées, le SNPDEN-UNSA, publiée mercredi, les tenues litigieuses, les contestations d'enseignement ou les difficultés en sortie scolaire ne font pas systématiquement l'objet de signalement.

Comment comptabiliser les atteintes à la laïcité à l'école ? Le débat ne va pas manquer de ressurgir avec la publication mercredi 8 mars de la première enquête réalisée sur le sujet par le SNPDEN-UNSA. Le principal syndicat des chefs d'établissement vient de se doter d'un observatoire de la laïcité interne et a sondé ses adhérents. Près d'un millier de personnels de direction des 10 700 collèges et lycées français ont répondu.

Résultat ? 42 % des personnels interrogés ont constaté entre septembre 2022 et janvier 2023 la présence d'élèves avec « *des tenues vestimentaires dites culturelles mais qui peuvent être utilisées dans le cadre d'une pratique religieuse* », comme notamment les qamis (tuniques longues) ou les abayas (robes longues de tradition moyen-orientale, portées au-dessus d'autres vêtements). Parmi eux, 43 % n'ont pas fait remonter les faits à leur hiérarchie.

Côté ministère de l'éducation nationale, on dénombre in fine entre 360 et 280 signalements selon les mois depuis la rentrée, avec un pic à 720 en octobre. Un tiers à la moitié concernent des tenues litigieuses, soit environ 800 signalements depuis le début de l'année scolaire.

Les raisons invoquées pour ne pas tout recenser ? L'équipe de direction a réglé le problème directement, ou le chef d'établissement n'en voit pas l'intérêt, convaincu de ne pas être suivi par l'institution. Le manque de temps, la crainte d'être considéré comme incompetent ou que cette remontée nuise à leur carrière sont également mis en avant. Pour Didier Georges, coprésident de ce nouvel observatoire interne, « *même si les choses ont changé depuis plusieurs années, et singulièrement depuis l'assassinat de Samuel Paty, l'idée d'un "pas de vagues" réclamé par l'institution reste très présente* ». Même si « *ce n'est plus la réalité* », cela reste « *la perception des collègues* », insiste le responsable syndical.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

10/03/2023 01:00